



Le Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle

13 juin 2024



Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle

Missions du FIPU

L'objectif du Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle, créé dans le cadre de la loi du 14 avril 2023 portant réforme des retraites, est de **réduire l'exposition aux risques liés à des contraintes physiques marquées** dans une démarche de renforcement de la prévention des risques professionnels et de la préservation de la santé des salariés.

Le FIPU s'adresse **aux entreprises du régime général, aux travailleurs indépendants (ayant souscrit à l'assurance volontaire individuelle contre les AT/MP)**, aux personnes exposées engagées dans un projet de transition professionnelle (France Compétences), aux organismes de prévention dans les branches professionnelles.

Il a pour mission de participer au financement par les employeurs **d'actions de sensibilisation et de prévention, d'actions de formation et d'actions de reconversion et de prévention de la désinsertion professionnelle** à destination des salariés particulièrement exposés aux trois facteurs de risques professionnels dits « ergonomiques » :

- les **manutentions manuelles de charges** ;
- les **postures pénibles** définies comme positions forcées des articulations ;
- les **vibrations mécaniques**.

Missions et périmètre du FIPU

Le FIPU est financé par la branche AT-MP et ses orientations sont définies par la commission accidents du travail et maladies professionnelles (CAT-MP), **à partir d'une cartographie des métiers et activités** exposant aux facteurs de risques ergonomiques qui intègre les listes de métiers et activités exposés élaborées par accords de branche professionnelle.


La CAT/MP a établi des seuils d'effectifs pour l'allocation de ces crédits, soit :

- Pour les entreprises de moins de 49 salariés (70% de l'enveloppe)
- Pour les entreprises de 50 à 199 salariés (20% de l'enveloppe)
- Pour les entreprises de plus de 200 salariés (10% de l'enveloppe),

Critères administratifs et exigences réglementaires devant être respectés par les entreprises

Pour les entreprises, des critères administratifs et exigences réglementaires en matière de prévention des risques professionnels doivent être respectés:

- relevant du régime général de la Sécurité sociale;
- être à jour des cotisations auprès de l'Urssaf ;
- avoir réalisé et mis à jour son Document unique d'évaluation des risques (DUER) depuis moins d'un an ;
- ne pas bénéficier d'un contrat de prévention en cours, ni en avoir bénéficié aux cours des deux années précédant la demande de subventions ;
- ne pas faire l'objet, pour l'une de ses entreprises, d'une injonction ou d'une cotisation supplémentaire ;
- adhérer à (ou disposer d'un) un service de santé au travail ;
- avoir informé les instances représentatives du personnel des mesures envisagées.



Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle

Lancement du FIPU

Depuis le 18 mars 2024, les demandes se font en ligne, sur **net-entreprises (compte AT-MP)** et les dossiers sont instruits par le réseau de caisses régionales (Carsat, Cramif, CGSS, CSS).

Elles sont traitées par ordre d'arrivée, et attribuées en fonction des budgets disponibles.

Pour le lancement du dispositif, **il n'y a pas de priorisation sectorielle**. Les modalités de valorisation des accords de branche seront étudiées lors des prochaines orientations.

Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle

Montant de la subvention et des dépenses financées

- L'entreprise pourra bénéficier d'une subvention à hauteur de 70% des investissements réalisés dans la limite :
- d'un plafond fixé par type d'investissement pour la période 2024-2027;
 - d'un plafond maximal par entreprise pour la période 2024-2027, défini selon la taille de l'entreprise.

Types d'investissement	Plafonds par type d'investissement	Plafond entreprises de moins de 200 salariés	Plafond entreprises de plus de 200 salariés
Actions de prévention (diagnostics, formations, équipements)	25 000 €	75 000 €	25 000 €
Actions de sensibilisation	25 000 €		
Aménagements de postes	25 000 €		
Salaires de préventeurs	forfait de 8 235€		

Pièces justificatives nécessaires à la demande de financement FIPU

Les entreprises doivent fournir:

- **les factures acquittées** justifiant de la dépense et précisant la date du service fait,
- **une déclaration**, disponible en ligne, selon le cas du fournisseur ou du prestataire attestant du respect du cahier des charges ou des conditions d'attribution communiqués par l'assurance maladie, ou de l'organisme de formation attestant de la réalisation de la formation.

Pour les **travailleurs indépendants**, les demandes doivent être réalisées par mail à la caisse régionale de rattachement (CARSAT).


Le versement de la subvention sera réalisé **après vérification des pièces justificatives** demandées.

Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure
professionnelle

Point d'étape FIPU à la date du 15 mai 2024: répartition des demandes

Objets de financement	Nombre de demandes	Pourcentage :	Taux de rejet
Actions de prévention	728	67 %	72 %
Actions de sensibilisation	25	2 %	72 %
Aménagements de postes <u>Pdp</u>	59	6 %	81 %
Salaires de préventeur	273	25 %	21 %
Somme :	1 085	100,00%	60 %

Tranches d'effectif	Nombre de demandes	Pourcentage :	Taux de rejet
- 50 salariés	815	75 %	64 %
50-199 salariés	179	16 %	48 %
+ 200 salariés	91	8 %	44 %
Somme :	1 085	100,00%	60 %



Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle

Liste des équipements

1- équipements de transfert : lèves personnes en établissements (rails) – potences de levage fixes – portiques fixes ou mobiles – palonniers et préhenseurs – monte charges

2- équipements roulants : transpalettes électriques – tracteurs pousseurs/timons/roues motorisées électriques – diables monte-escaliers électriques

3- plans de travail réglables en hauteur : tables élévatrices – plateformes à maçonner – recettes à matériaux

4- autres équipements spécifiques : filmeuses / housseuses – ponts de carrossiers pour VL – dispositifs de bâchage/débâchage de camion électrique – auto-laveuses compactes

Rôle de la négociation de branche professionnelle dans la constitution de la cartographie

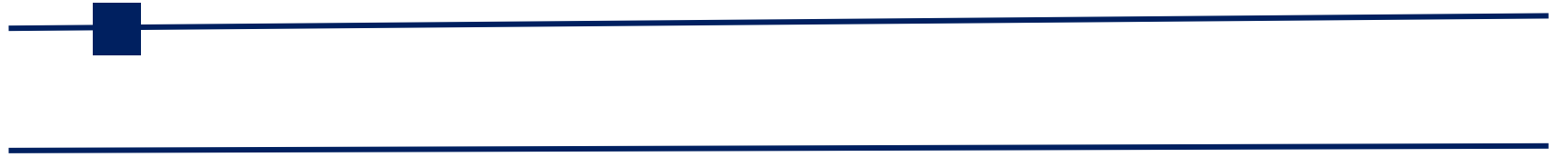
Possibilité pour les branches professionnelles de négocier des **listes de métiers et activités** particulièrement exposés aux facteurs ergonomiques.

C'est à la branche professionnelle, dans le cadre du dialogue social, de déterminer quels sont les métiers et activités à cibler. Des données sont mises à disposition des branches professionnelles:

- **Données des enquêtes de la DARES**
- **Demande individuelle des données** liées à la sinistralité à effectuer auprès de la DGT,
- Se baser sur le **référentiel pénibilité homologué (C2P)** dont disposent les branches professionnelles.

Les listes de métiers élaborées par les branches professionnelles permettent à **la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles** qui gère le fonds de déterminer quels sont les métiers et activités qui doivent bénéficier en priorité des financements du FIPU.

En outre, les entreprises relevant de branches professionnelles ayant conclu un accord identifiant les métiers et activités concernés bénéficieront **d'une valorisation du taux de prise en charge et des plafonds de financement**.



MERCI POUR VOTRE ATTENTION